

**Arrêté réglementant le stationnement et la circulation pour travaux
Sur toute la commune**

Le Maire de la commune d'Ozoir-la-Ferrière,

AFFICHÉ
LE 16.12.2025

VU :

- La loi du 2 mars 1982 modifiée,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2211-1, L 2212-1 et 2, L 2212 - 5, L 2213-1 à 6,
- Le nouveau Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, R411-8 et R411-25 et R417-1 à R417-13 et les décrets subséquents,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- L'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment les articles 55 et 56 à 64-10 du Livre I - 4ème partie,
- La réalisation de travaux sur le domaine public par les agents municipaux du service des espaces verts et de la voirie pour le compte de la commune,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures destinées à assurer la sécurité des usagers.

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2026, pour la réalisation de chantiers ponctuels sur l'ensemble de la commune, le stationnement, considéré comme gênant la circulation publique, ne sera pas autorisé au droit du chantier, sous peine d'enlèvement et la circulation s'effectuera, soit par 1/2 chaussée alternée réglementée par feux tricolores ou homme trafic, soit par restriction de chaussée.

ARTICLE 2 : L'accès aux riverains, aux véhicules des services publics, aux véhicules de sécurité et de secours sera maintenu pendant la durée des travaux.

ARTICLE 3 : La vitesse de circulation sera limitée à 30km/h au droit des travaux et le dépassement sera interdit.

ARTICLE 4 : La Direction des Services Techniques Municipaux de la ville d'Ozoir-la-Ferrière prendra toutes les dispositions pour matérialiser et baliser le chantier.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté pourra être déféré devant le Tribunal Administratif de Melun dans les 2 mois suivant sa publication et devra être affiché au moins 48h à l'avance au droit du chantier.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- la Police Municipale,

Fait à Ozoir-la-Ferrière, le 10 décembre 2025

Madame le Maire,
Christine FLECK

